



## **Assemblée générale**

Distr.  
GÉNÉRALE

A/51/415  
26 septembre 1996  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Cinquante et unième session  
Point 110 a) de l'ordre du jour

QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME : APPLICATION  
DES INSTRUMENTS RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME

État de la Convention internationale sur la protection des droits  
de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille

Rapport du Secrétaire général

1. Par sa résolution 45/158 du 18 décembre 1990, l'Assemblée générale a adopté et ouvert à la signature, à la ratification et à l'adhésion la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, et invité tous les États Membres à envisager de signer et de ratifier la Convention ou d'y adhérer, à titre prioritaire.
2. Par sa résolution 50/169 du 22 décembre 1995, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante et unième session, un rapport sur l'état de la Convention.
3. Par sa résolution 1996/18 du 11 avril 1996, la Commission des droits de l'homme a prié le Secrétaire général de fournir tous les moyens et toute l'aide nécessaires à la promotion de la Convention, dans le cadre de la Campagne mondiale d'information sur les droits de l'homme et du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme; invité les institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies, ainsi que les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, à redoubler d'efforts pour assurer la diffusion d'informations sur la Convention et en promouvoir la compréhension; et prié le Secrétaire général de lui présenter, lors de sa cinquante-troisième session, un rapport sur l'état de la Convention et sur les efforts accomplis par le Secrétariat pour la promouvoir et protéger les droits des travailleurs migrants.
4. Au 31 août 1996, les États suivants avaient ratifié la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille ou y avaient adhéré : Colombie, Égypte, Maroc, Ouganda, Philippines, Seychelles et Sri Lanka. Le Chili et le Mexique l'avaient signée. La Convention entrera en vigueur lorsque 20 États au moins l'auront ratifiée ou y auront adhéré.

5. Conformément à la demande formulée par l'Assemblée générale au paragraphe 4 de sa résolution 50/169, le résumé analytique No 24 sur les droits des travailleurs migrants a été publié par le Centre pour les droits de l'homme en avril 1996 en vue d'assurer la promotion de la Convention.

-----